

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Agir contre la discrimination syndicale au travail : le droit en pratique

par *Rachel SPIRE*

Avant-propos de *Pascal RENNES*

Post-face de *Bernard THIBAULT*

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton**
(pages 3 et 4 de la couverture)



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Agir contre la discrimination syndicale au travail : le droit en pratique

par Rachel SPIRE, DEA de Droit social

PLAN DÉTAILLÉ

Introduction	171	C. Le choix du juge et de la procédure	198
I. Les abords difficiles de la discrimination syndicale	175	1) Le demandeur	198
A. Une pratique patronale aux formes multiples	175	2) Plusieurs fondements légaux.....	199
1) La discrimination ponctuelle.....	175	3) Au civil.....	202
2) La discrimination continue.....	177	4) L'action pénale, une menace efficace.....	207
3) Une stratégie patronale.....	179	III. De l'action judiciaire à la négociation collective, quelle articulation ?	208
B. Les dilemmes du militant	182	A. La réparation complète	208
1) La tradition du sacrifice	182	1) L'affaire Peugeot à Sochaux.....	208
2) Les conflits internes.....	183	2) A Ratier Figeac, dans le Lot.....	209
3) Les mentalités changent.....	184	3) Au Groupement des assurances nationales (GAN), à Bordeaux	210
C. L'évaluation complexe du préjudice	185	B. Les conditions d'une bonne négociation	211
1) Un préjudice pluriel pour les salariés	185	1) La négociation collective, "à froid" ou "à chaud"	211
2) Le syndicat victime	186	2) Le contenu des accords.....	212
3) Les enjeux d'une réparation complète	188	3) Trois exemples d'accords.....	214
II. La mobilisation des instruments juridiques	190	C. L'importance du collectif	216
A. L'évolution du régime de la preuve	190	1) La constitution d'un "collectif" proprement dit.....	216
1) Sur la quasi-inversion de la charge de la preuve.....	190	2) L'élaboration d'une stratégie syndicale	217
2) Les moyens d'allégation et de preuve.....	191	Post-face de Bernard Thibault	219
3) La méthode de François Clerc.....	193	Annexes :	
B. L'inspection du travail	194	– Sources jurisprudentielles	222
1) Quels pouvoirs pour quels usages ?	195	– Bibliographie	229
2) L'autorisation administrative.....	197	– Autres sources juridiques utiles	231
3) Exemple de collaboration étroite avec l'inspecteur du travail : Photomaton.....	198		

● Cette recherche a été réalisée dans le cadre de la convention conclue (projet n° 3 de 2004) entre l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires) « au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs » et la Confédération générale du travail (Cgt).

● Je tiens à remercier Pascal Rennes et Fabrice Pruvost qui m'ont fait confiance, ainsi que Sandra Limou et Sonia Athmani qui ont mis leur pierre à l'édification de ce travail de recherche. Je remercie également Tiennot Grumbach, François Clerc et Alban Cappello qui ont mis leurs documents à ma disposition ; ainsi que Sylviane, Muriel, Anne et Emilie pour leur bonne humeur et leur soutien.